

**ASSOCIATION MONA
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

**Cité numérique – UNITEC Entrée 2B
406 Boulevard Jean-Jacques Bosc**

33 130 BEGLES



10 rue Furtado
33800 BORDEAUX
Tél. 05 56 33 39 30
bordeaux@erecapluriel.fr

Association MONA

Cité numérique – UNITEC Entrée 2B
406 Boulevard Jean-Jacques Bosc

33 130 BEGLES

A l'assemblée générale,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MONA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de

commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « principes comptables » page 1 de l'annexe expose les principes comptables de base appliqués et notamment l'application du principe d'indépendance des exercices.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider

l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

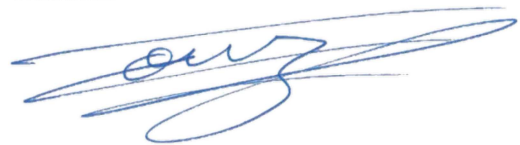
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BORDEAUX, le 30 avril 2025

ERECAPLURIEL AUDIT
Commissaire aux comptes

Romain TOUZET

Associé



DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

BILAN SYNTHETIQUE
MONA
Edition du : 01/01/2024 au 31/12/2024
Soldes N-1 de l'exercice

ACTIF	Exercice N			N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net			
Actif immobilisé : Immobilitisations incorporelles Immobilitisations corporelles Immobilitisations financières TOTAL I	16 871 36 151 18 435 71 457	 32 007 32 007	16 871 4 144 18 435 39 449	11 166 609 18 435 30 209		Capitaux propres Capital Ecart de réévaluation Réserves : - Réserve légale - Réserves réglementées - Autres Report à nouveau Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL I Fonds Reportés et dédiés (II) Provisions pour risques et charges (III) Dettes Emprunts et dettes assimilées Avances et acomptes reçus sur commandes Fournisseurs et comptes rattachés Autres TOTAL IV Produits constatés d'avance (V)	84 913	84 913
Actif circulant : Stocks et en-cours (autres que marchandises) Marchandises Avances et acomptes versés sur commandes Créances : Clients et comptes rattachés Autres Valeurs mobilières de placement Disponibilités (autres que caisse) Caisse TOTAL II	 88 232 150 241 424 357 310 663 140	 32 007	 88 232 150 241 424 357 310 663 140	 59 449 141 072 364 670 565 191			214 651 60 562 12 750 372 875 48 581 40 348 2000 32 741 214 484 249 225	215 564 (914) 12 750 312 313 36 051 2 000 61 755 195 182 258 936
Charges constatées d'avance (III) TOTAL GENERAL (I+II+III)	8 440 743 037	 32 007	8 440 711 029	11 900 607 301			711 029	607 301

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		413 993
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	513 026	
Achats d'approvisionnement	(42)		Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		
Autres charges externes	386 317	359 034	Subventions d'exploitation	575 868	555 626
Impôts, taxes et versements assimilés	34 040	39 513	Reprise sur amort., déprec. et prov.		
Rémunération du personnel	533 819	514 954	Produits cessions immo. incorp. et corp.		
Charges sociales	191 646	192 967	Autres produits	198 144	150 317
Dotations aux amortissements	2 672	2 662	PRODUITS FINANCIERS	5 906	6 431
Dotations aux provisions	4 297	3 205			
Valeurs compt. immo. incorp. et corp. cédées					
Autres charges	20 447	14 939			
CHARGES FINANCIERES	12	6			
TOTAL (I)	1 173 208	1 127 280	TOTAL (I)	1 292 945	1 126 367
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)	48 581		PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	360	
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)	10 954				
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 232 743	1 127 280	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	1 293 305	1 126 367
BENEFICE OU PERTE	60 562	(914)			
TOTAL GENERAL	1 293 305	1 126 367	TOTAL GENERAL	1 293 305	1 126 367

DESIGNATION : MONA

ACTIVITE : Association touristique

ADRESSE : Cité Numérique – Unitec Entrée 2B - 406 Boulevard Jean-Jacques Bosc – 33130 BEGLES

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 711 029 Euros et au compte de résultat de l'exercice, et dégageant un bénéfice de 60 562 Euros.

A l'identique de l'exercice 2023, l'exercice 2024 a duré 12 mois et a couvert la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés lors du Conseil d'Administration de la MONA du 20 mars 2025.

PRINCIPES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect des dispositions du Plan Comptable Général 2018-06 et conformément aux principes comptables de base :

- image fidèle
- comparabilité
- continuité de l'exploitation
- régularité
- sincérité
- importance relative
- indépendance des exercices
- prudence

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

METHODES D'EVALUATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, y compris droits de douane et taxes non récupérables, ainsi que les coûts directement attribuables) après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement.

Les immobilisations acquises à titre gratuit, par voie d'échange ou d'apport en nature isolé, sont comptabilisées le cas échéant, à leur valeur vénale à la date de clôture de l'exercice.

Les amortissements sont calculés selon un plan d'amortissement spécifique, fonction de la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation.

Cependant, par mesure de simplification, l'entreprise a opté pour l'amortissement des immobilisations non décomposables selon les durées d'usage habituellement pratiquées.

Une provision pour dépréciation est constatée, lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations financières

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix auquel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

*Une provision pour dépréciation est pratiquée pour ramener cette valeur à leur valeur d'inventaire.
La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la situation nette des filiales concernées, de leur valeur de rendement et de la perspective des résultats futurs.*

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Provision pour dépréciation des créances

Une provision pour dépréciation est constatée, lorsque la valeur actuelle d'une créance est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

Valeurs mobilières de placement

*Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour ramener la valeur comptable à la valeur d'inventaire.
Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (Premier Entré Premier Sorti).*

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode (dégressif/linéaire).

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges exceptionnelles au poste 'dotation aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires'.

FAITS SIGNIFICATIFS

- 1) *L'association a déménagé le 01/01/2025 à Cité Numérique – Unitec Entrée 2B – 406 Boulevard Jean-Jacques Bosc 33130 Bègles*
- 2) *Un montant de 48 581 € a été affecté en fonds dédiés. Il provient du remboursement fait à l'OPCO en versement volontaire.*

MODIFICATIONS AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Aucune modification n'est intervenue dans les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données

1/ La mise à disposition de mobilier et de services à titre gracieux par la Région Nouvelle-Aquitaine n'est pas comptabilisée au titre des contributions en nature dans les comptes.

Le Conseil Régional met à disposition de la MONA une partie du mobilier.

2/ Provision pour risques.

Au 31/12/2024, aucune provision pour risques n'est inscrite au Bilan.

3/ Les indemnités de départ à la retraite.

La convention collective des Organismes de Tourisme prévoit pour les départs à la retraite le versement d'une indemnité de fin de carrière au moins égale à 20% du salaire brut mensuel par année d'ancienneté dans l'entreprise.

36 051 € ont été provisionnés sur les exercices précédents.

En 2024 une dotation de 4 297€ a été effectuée.

Les provisions pour départ à la retraite s'élèvent donc en 2024 à 40 348 €, calculées sur une base de salaires bruts versés de 438 304 € et un taux moyen de cotisations sociales patronales de 45%.

4/ Congés payés et Compte épargne temps.

Les contrats de travail prévoient la possibilité de prendre les congés "en cours d'acquisition", c'est-à-dire dès la première année de présence.

En 2016, l'association a mis en place un Compte épargne temps en gestion interne.

Pour les congés payés et le CET, la provision nécessaire en 2024 est de 108 322 €.

	Provisions salaires bruts	Provisions charges patronales	Total
Provision 2024	71 795 €	36 527 €	108 322 €

5/ Avantages.

Les téléphones portables personnels utilisés dans le cadre professionnel des autres salariés font l'objet d'un défraiement à 50% sur la base d'un forfait plafonné à 50 €/mois.

Le véhicule loué par l'association et mis à disposition du Directeur fait également l'objet d'un calcul d'avantages en nature.

Deux autres véhicules mis à la disposition des salariés ne font pas l'objet d'un avantage en nature.

6/ Fiscalisation.

Suite aux recommandations de l'IGS et après étude en collaboration avec un cabinet spécialisé, la MONA a opté en 2020 pour la fiscalisation sur l'ensemble de son activité.

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

LOCATION LONGUE DURÉE

VEHICULE 3 : CITROEN C3 GV-086-HL	14/03/2024	FIN	13/03/2026	
VALEUR D'ORIGINE				20 563.39 €
AMORTISSEMENTS :				
<i>Cumuls exercices antérieurs</i>				
<i>Dotations de l'exercice</i>				
TOTAL				
REDEVANCES PAYEES				
<i>Cumuls exercices antérieurs</i>				€
<i>Exercice 2024</i>				3 057.26 €
TOTAL				3 057.26 €
REDEVANCES RESTANT A PAYER :				
<i>A un an au plus</i>				3 442.08 €
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>				717.10 €
<i>A plus de cinq ans</i>				
TOTAL				4 159.18 €

VEHICULE 4 : TIGUAN GK 344 GC **01/11/2022** **FIN** **27/10/2024 Prolongation estimée à 12/2025**

VALEUR D'ORIGINE **46 850.01 €**

AMORTISSEMENTS :

Cumuls exercices antérieurs

Dotations de l'exercice

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

TOTAL

REDEVANCES PAYEES

Cumuls exercices antérieurs **5 469.25 €**

Exercice 2024 **4 640.41 €**

TOTAL **9 280.81 €**

REDEVANCES RESTANT A PAYER :

A un an au plus **4 640.41 €**

A plus d'un an et cinq ans au plus **€**

A plus de cinq ans

TOTAL **€**

VEHICULE 5 : POLO GE 344 XC 02/03/2022 FIN 29/02/2024

VALEUR D'ORIGINE 22 637.77 €

AMORTISSEMENTS :

Cumuls exercices antérieurs

Dotations de l'exercice

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

TOTAL

REDEVANCES PAYEES

Cumuls exercices antérieurs 6 925.76 €

Exercice 2024 640.71 €

TOTAL 7 566.47 €

REDEVANCES RESTANT A PAYER :

A un an au plus €

A plus d'un an et cinq ans au plus €

A plus de cinq ans

TOTAL €

01/03/2023

31/03/2026

AMORTISSEMENTS :

Dotations de l'exercice

TOTAL

Cumuls exercices antérieurs

2 997,18 €

Exercice 2024

3 996.24 €

TOTAL

6 993.42 €

A un an au plus

3 996.24 €

A plus d'un an et cinq ans au plus
4 995.30 €

999.06 €

A plus de cinq ans

TOTAL

SUIVI DES SUBVENTIONS

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

Subvention Programme d'Actions 2024 : 470 000 €

RECU en 2024 : 1 acompte = 376 000 €

SOLDE A RECEVOIR en 2025 = 94 000 €

Subvention Aide collective pour le développement des compétences des salariés des offices de tourisme en Nouvelle-Aquitaine : 79 501 €

RECU en 2024 : 1 acompte = 40 387.50 €

SOLDE A RECEVOIR en 2025 = 39 113.50 €

Subvention ADEME pour le parcours Numérique Responsable 2023-2024 : 34 300 €

RECU en 2023 : 1 acompte = 5 145 €

RECU en 2024 : 1 acompte = 17 150 €

SOLDE A RECEVOIR en 2025 = 12 005 €

Subvention Investissement 2023-2024 : 25 500 €

RECU en 2023 : 1 acompte = 12 750 €

SOLDE A RECEVOIR en 2025 = 12 750 €

Subvention LE 30 FAB 2023 – 2024 : 15 060€

RECU en 2023 : 1 acompte = 7 530€

RECU en 2024 = 7 530€

SOLDE A RECEVOIR = 0 €

FONDS DEDIES MONA 2024

	A	B	C	D
	SUBVENTIONS	FONDS A ENGAGER DEBUT EXERCICE	ENGAGEMENTS A REALISER SUR NOUVEL INVESTISSEMENT	SOLDES DES DEPENSES NON ENGAGEES EN FIN D'EXERCICE
1				
2				
3	AFDAS		48581	48581
4				
5				

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

A		B	C	D	E	F	G	H
		IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobili- sations au début de l'exercice	Acquisitions et apports	Cessions et mises hors service	Virement poste à poste	Valeur brute des immobili- sations à la fin de l'exercice
1	INCOPORELLES	Frais d'établissement	TOTAL I					-
2		Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II					-
3		Terrains						-
4		Constructions	Sur sol propre					-
5			Sur sol d'autrui					-
6			Instal. génér. agencements					-
7			aménagement des constructions					-
8		Installations techniques, matériel et outillage						-
9		Autres immo. corp.	Instal. génér. agencements	2 287				2 287
10			aménagement divers	5 738	-			5 738
11			Matériel de transport					-
12			Matér. bureau et informatique	32 512	6 207	10 593		28 126
13		Immobilisations corporelles en cours						-
14			TOTAL III	40 537	6 207	10 593	-	36 151
15	FINANCIERES	Part. et créances rattachées à des participations		10 000				10 000
16		Autres titres immobilisés		300				300
17		Prêts et autres immobilisations financières		8 135				8 135
18			TOTAL IV	18 435	-	-	-	18 435
19								
20			TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	58 972	6 207	10 593	-	54 586
21								
22								
23								
24								

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	A	B	C	D	E	F	G	H
				Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. afférents aux élém. sortis de l'act. et reprises	Virements postes à postes	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
1	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	TOTAL I						
2		Frais d'établissement						-
3		Autres immobilisations incorporelles						-
4				-	-			-
5	CORPORELLES	TOTAL II						
6		Construction						-
7								-
8								-
9								-
10								-
11								-
12		Installations techniques, matériel et outillage						-
13				2 287	-			2 287
14		Autres immobilisations incorporelles		5 738	-			5 738
15				-				-
16				31 903	2 672	10 593		23 982
17		Mobilier		-				-
18	TOTAL III		TOTAL I + II + III	39 928	2 672	10 593	-	32 007
19				39 928	2 672	10 593	-	32 007

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	A	B	C	D	E	F
1		ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN	A PLUS DE 5 ANS
2						
3	ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations				
4		Prêts (1)				
5		Autres immobilisations financières	18 435			18 435
6	ACTIF CIRCULANT	Redevables et comptes rattachés	88 232	88 232		
7		Clients et comptes rattachés				
8		Autres créances	150 241	150 241		
9	COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	8 440	8 440		
10		Résultats déficitaires : En attente de contrôle				
11		En attente d'imputation				
12		Charges à répartir				
13		Charges à étaler intérêts emprunts				
14		TOTAUX	265 348	246 913	-	18 435
15		Prêts accordés en cours d'exercice				
16		Remboursements obtenus en cours d'exercice				

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

A		B	C	D	E	F
			MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
1						
2						
3						
4		Patrimoine intégré				-
5		Fonds statutaire	84 913			84 913
6	SANS DROIT DE REPRISE	Subventions d'investissement non renouvelables	12 750			12 750
7		Report à nouveau	215 564		914	214 650
8		Résultat		60 562		60 562
9		Fonds de trésorerie apporté				-
10		Libéralités ayant le caractère d'apport				-
11		Valeur biens affectés repris en fin d'apport				-
12		Valeur biens affectés repris à la dissolution				-
13		Valeur biens non affectés repris en fin d'apport				-
14	AVEC DROIT DE REPRISE	Valeur biens non affectés repris à la dissolution				-
15		Libéralités non encore autorisées				-
16		Libéralités ayant le caractère d'apport sous condition				-
17		Subventions d'investissement sous condition				-

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	A	B	C	D	E	F
		NATURE DES PROVISIONS	MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
1						
2						
3						
4		Réserve pour investissements				-
5						-
6						-
7		Réserve de trésorerie				-
8						-
9		Réserve d'intervention ou de régularisation				-
10		Réserve de compensation				-
11		Réserve de trésorerie				-
12		Amortissements dérogatoires				-
13		Différences sur réalisation d'éléments d'actif				-
14						-
15						-
16						-
17						-
18		Fonds Projet Innovation		48 581		48 581
19						-
20						-
21		Provisions pour litiges				-
22		Provisions pour amendes et pénalités				-
23		Provisions pour IDR	36 051	4 297		40 348
24		Provisions pour rémunération personnel handicapé CAT				-
25		Provisions pour grosses réparations		-		-
26		Provisions pour risques d'emploi				-
27		Autres provisions pour risques et charges				-
28						-
29						-
30		Sur immobilisations				-
31		Incorporelles Corporelles Financières				-
32		Sur stocks et en cours				-
33		Sur comptes clients et usagers				-
34		Autres provisions pour dépréciation				-
35						
36		d'exploitation				-
37		financières				-
38		exceptionnelles				-
	DONT					
	DOTATIONS ET					
	REPRISES					

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

ETAT DES DETTES		MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D' 1 AN	A PLUS DE 5 ANS
DETTES	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières et divers	2 000	2 000		
	Fournisseurs et comptes rattachés	32 741	32 741		
	Dettes fiscales et sociales	214 484	214 484		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Dépôts hébergés				
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	-	-		
	Résultats excédentaires : En attente de contrôle				
	En attente d'imputation				
	TOTAUX	249 225	249 225	-	-
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

A		B	C
CATEGORIES CHARGES			
1	Charges Sociales		
2		Dettes Provisions pour congés Payés	71 794,81 €
3		Charges Provision Congés Payés	36 527,36 €
4		Autres Charges à Payer : Formation	2 730,25 €
5	Charges Fiscales	Impôt sur salaires	6 276,18 €
6	Fournisseurs	Fournisseurs Fac non parvenues 2022-2023-2024	18 212,35 €
7		Frais Bancaires et Tenue de compte	230,72 €
8			
9			
10			
11			
12			

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	A	B	C
4	CATEGORIES PRODUITS		
5	Produits a recevoir	CPAM	
6			
7			
8			
9	Subventions a recevoir	Solde subventions 2024 a percevoir	136 618,50 €
10			
11			
12			
13			
14			
15			

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

	A	B	C	D
1				
2	NOMBRE DE SALARIES		11 permanents	
3	NOMBRE D'APPRENTIS		1	

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES